



« Transition Locale Rénovation 2050 » BE REEL! Programme d'apprentissage et de soutien pour les autorités locales

1. L'OBJECTIVE DES TABLES DE DISCUSSION

L'objectif de ces tables de discussion permettent d'identifier des possibilités et des obstacles relatifs aux thèmes abordés dans la suite de ce programme d'apprentissage et de soutien pour les autorités locales pour la mise en place d'une feuille de route 2050 de rénovation et ceci autour de six thèmes en lien avec le programme BE REEL!. Ces tables de discussion permettent aux participants d'abord d'échanger leurs connaissances et expériences et ensuite d'identifier les sujets d'importance pour la suite. Des ateliers et "Master Classes" seront ensuite organisés en tenant en compte de ces points soulevés en vue d'élaborer des feuilles de route 2050 pour la rénovation.

La question générale de départ: *Quels sont les barrières et/ou opportunités pour l'élaboration d'un Plan d'action Rénovation 2050?*

2. RÉSULTATS DES TABLES DE DISCUSSION

Table de discussion 1: Politique de rénovation 2050

a. Des questions complémentaires

- Quelles sont les difficultés et les possibilités dans l'élaboration d'une stratégie de rénovation à long terme ?
- Quelles barrières ou opportunités voyez-vous dans le cadre juridique et la politique actuelle pour effectuer des rénovations énergétiques pour votre patrimoine résidentiel privé et de votre municipalité ?

b. Priorités

- Nécessité d'un cadre régional clair à long terme (objectifs, obligations) et de le communiquer d'une seule voix par tous les niveaux de pouvoir.
- Un soutien structurel et cohérent, fondé sur une intégration politique approfondie (logement, énergie, environnement, politique urbaine).
- Fournir une capacité suffisante au niveau local
 - Personnes et ressources
 - Mais aussi : mise à disposition d'outils, méthodes de conseil, type de financement....
- Nécessité d'une approche systématique et reproductible de la rénovation énergétique
 - Mise en œuvre technique plus efficace = rentabilité
 - Voir Doremi, Cohereno, Energy Jump, Reimarkt....
- Supprimer les obstacles au développement urbain qui s'opposent à l'objectif à long terme (par exemple, limité par des lignes de construction, etc.) afin que la politique n'aient pas d'effet contradictoire ;
- Évoluer vers une prise au sol limitée (efficacité spatiale accrue) ;
- Le niveau supra-local doit prendre l'initiative en termes d'ambition et de corrections sociales.
 - Cela donnera au niveau local plus de marge de manœuvre pour développer des plans de rénovation locaux ambitieux et acceptables qui concilient les objectifs de la politique énergétique et de la politique spatiale ;
- Des projets pilotes sont bien, mais il est urgent de passer au déploiement structurel et au financement à grande échelle d'approches qui fonctionnent ;

- Garantir des capacités suffisantes et les financements associés
 - Ceci peut être fait en développant des outils régionaux qui sont mis en œuvre localement (conventions, etc.).
 - Concevoir des projets, des mesures... de manière que leurs coûts puissent être inclus dans le cycle politique municipale et dans le budget municipal.
- c. Suggestions
- Davantage d'outils tels que le fonds de roulement (par exemple le « noodkoopfonds » du Gouvernement flamand), compte tenu des besoins importants ;
- Établir une feuille de route indépendamment des décisions politiques à court terme et suivre les progrès accomplis.

Table de discussion 2: Communication

a. Des questions complémentaires

- Quelles sont les difficultés et les possibilités pour sensibiliser, stimuler et inciter les citoyens à réaliser des rénovations énergétiques ?
- Quelles barrières ou opportunités voyez-vous pour mobiliser les acteurs locaux qui ont un rôle important à jouer dans la réalisation des objectifs à long terme pour 2050 ?

b. Priorités

- Utilisation du futur Passeport du bâtiment/«Woningpas» comme canaux de communication pour :
 - Primes
 - Conseils
 - EAP/PEB (également séparé de la vente/location)
 - devrait permettre des simulations dynamiques = le développement d'un benchmark tool
- Se orienter non seulement sur l'énergie, mais aussi sur le confort, la santé, la valeur du logement, les objectifs énergétiques et climatiques, la transition sociale, etc. et intégrer les connaissances psychologiques comportementales dans l'approche de communication;
- Les collectivités locales comme catalyseur dans le rôle de gestionnaire de plates-formes de logement et de rénovation :
 - Besoin des personnes et des ressources
 - Par exemple aussi besoin d'un spécialiste de la communication
- Les gouvernements locaux mets à disposition des canaux de communication existants/nouveaux pour une meilleure collaboration avec des partenaires locaux actifs dans la rénovation ;
- Approche coordonnée pour mieux impliquer et informer les acteurs locaux, à petite échelle et proches des citoyens ;
- Inclure la segmentation des groupes cibles dans la stratégie de communication :
 - Répondre aux besoins/connaissances antérieures...
 - Citoyen, professionnel, gouvernement....
- Optimiser la communication verticale entre les niveaux de politiques afin que tous puissent aller dans la même direction ;
- De bons exemples = une bonne publicité. Les témoignages concrets sont très attrayants.
- Dans ce contexte, la communication ne consiste pas seulement à informer, mais aussi à mobiliser. Le but de la communication est d'activer, qui doit être intégrée dans la stratégie ;
- Le message doit être apporté simplement :
 - Proposez donc aussi des mesures de soutien simples



- BENOveren et Burenpremie (des outils en région de Flandre) sont vécus comme complexes

c. Suggestions

- Répétitivité et reconnaissabilité sont essentielles et il est donc recommandé d'utiliser plusieurs canaux ;
- Une coopération maximale avec le monde associatif local ;
- Les entrepreneurs peuvent jouer un plus grand rôle dans la communication ;
- Présenter la rénovation comme très faisable, avec de nombreux avantages, pour ne pas effrayer les gens ;
- Expliquer clairement les raisons sous-jacentes de la stratégie de rénovation (urgence climatique...).

Table de discussion 3: Instruments politiques inspirants

a. Des questions complémentaires

- Quels instruments politiques jugez-vous nécessaires pour l'exécution d'une politique locale de rénovation à l'horizon 2050 ?
- Quels sont les instruments politiques existants qui doivent être adaptés en profondeur afin d'être utilisés pour la mise en œuvre de la stratégie de rénovation à long terme ?

b. Priorités

1. Clarifier les compétences locales et régionales. (11 étoiles)
2. Un facilitateur pour débloquer des fonds pour des projets de rénovation, y compris un soutien avec l'intégration des subventions (p. ex. burenpremie) afin de les rendre plus clairs pour les citoyens. La politique actuelle n'exploite pas suffisamment les possibilités actuelles. (10 étoiles)
3. Un budget structurel pour la mise en place de l'aide à la rénovation au lieu de la situation actuelle ou toutes les municipalités elles-mêmes mènent un soutien temporaire. (8 étoiles)
4. Mise en place obligatoire de rénovations de quartier avec guidance et entraide (7 étoiles).
5. « One Stop Shop » ou guichet unique pour les primes, la simplification, le soutien avec un fonds structurel liés à l'investissement dans les rénovations. (4 étoiles)
6. Obligations lors de l'achat, de la construction ou de la rénovation d'un logement. (4 étoiles)
7. Mise à disposition de différents outils pour la copropriété (2 étoiles).
8. Fond de roulement pour des groupes cibles spécifiques. (1 étoile)

c. Suggestions

- Rénovation obligatoire

Le but : taux de rénovation en fonction du plan de zonage des réseaux de chaleur

Support :

- Une prime pour qu'un certain niveau de performance énergétique est atteint pendant la rénovation ;
- Exigences accrues des gouvernements, p. ex. d'ici 2020, double vitrage, 2025, 2030 ;
- Organisation dans les villes, au niveau du quartier: quels partenaires ? Organisation de la chaîne ? Communication ? Étapes/plan financier adapté à chaque logement ?
- Règlements municipaux ;
- Avantage fiscal sur la rénovation ;
- Fonds de roulement d'investissement.



- Capacité
 - Budget/appui financier aux acteurs locaux de la rénovation et le développement et échange de connaissances ;
 - Clarification des tâches de la maison (guichets) de l'énergie, de la province ou centre de soutien ;
 - Besoin des outils numériques de soutien.

- Subventions
 - Simplifications des subventions ;
 - A cause de nombreux gouvernements différents, les citoyens ont besoin de un guichet unique (SPOC);
 - Nouveau mode de financement de la rénovation ;
 - Un cadre avec vision à long terme pour les subventions est nécessaire ;
 - Plusieurs ressources sont nécessaires ;
 - Répartition des rôles à différents niveaux politiques :
 - Européen : briser le monopole
 - Fédéral : / /
 - Régional : Rendre les données plus disponibles, redéfinir le rôle de la distribution, établir des directives pour les provinces ;
 - Provincial : définir les opportunités (supralocal), établir des liens ;
 - Local : accès ouvert des données au niveau local, plus grande importance de la distribution locale.

Table de discussion 4: Modèles commerciaux innovants

a. Des questions complémentaires

- Quelles pratiques innovantes pourrait une collectivité locale développer pour mettre en œuvre la politique locale de rénovation à l'horizon 2050 ?

- Quels partenariats établir pour effectuer le Plan d'action 2050 pour la rénovation ?

- Quels bons exemples voyez-vous (presque) immédiatement déployables dans votre municipalité (éventuellement par quelques modifications) qui augmenteraient considérablement le nombre de rénovations énergétiques ?

b. Priorités

1. Le financement public devrait réorienter les subventions et les primes vers la mise en place d'une organisation plus efficace capable de lancer des actions à grande échelle et de développer de nouveaux modèles économiques. (11 étoiles)
2. Mise en place d'un ESCO avec des ressources publiques, coopératives et privées. Quels sont les arrangements financiers possibles ? (7 étoiles)
3. Mettre en place un fonds de rénovation ou soutenir l'implantation d'une coopérative dans la municipalité ? (6 étoiles)
4. Des modèles énergétiques permettant la production locale d'énergie. Au niveau du quartier ou de la rue en coopération avec les voisins, les investisseurs privés, etc. Quid la législation ? pour obtenir des unités d'énergie plus grandes ? (4 étoiles)
5. Collaborer avec un groupe de parties prenantes large (y compris les banques, l'industrie des technologies de construction, les maisons de l'énergie, les autorités locales) /exercer une pression dans le secteur financier/ impliquer activement les citoyens. Bon exemple = « warmer wonen » (3 étoiles) ;



6. Nécessité d'une vision régionale apportant également un soutien juridique, administratif et financier en rassemblant ainsi les autorités locales confrontées à des problèmes similaires. (2 étoiles) ;
7. Renforcer la coopération entre les différents services de la ville (par exemple, CPAS/OCMW, municipalité, guichets d'énergie... (situation similaire dans les deux régions)). (2 étoiles)
8. Examiner et faciliter des modèles d'affaires locales, transition vers la flexibilité énergétique. (0 étoiles)
9. Le développement d'une plateforme de rénovation énergétique dans laquelle la municipalité prend l'initiative pour la mise sur place de l'aide à ses citoyens en ceci en collaboration avec le secteur privé. (0 étoiles)

Table de discussion 5: Renforcement des capacités

a. Des questions complémentaires

- Quelles sont les capacités nécessaires à l'élaboration du Plan d'action 2050 pour la rénovation ?
- Quelles sont les barrières et/ou les possibilités de renforcement des capacités dans le secteur de la construction en matière de rénovation énergétique au niveau local ?
- Quelles connaissances les employés doivent avoir pour réaliser le Plan d'action 2050 pour la rénovation ?

b. Priorités

- Identifier le rôle des municipalités et des entreprises de construction dans un One Stop Shop (OSS) (7 étoiles)
- PROFILS :
 - Les acteurs qui peuvent inciter et sensibiliser les citoyens (3 étoiles) ;
 - Les connaissances techniques sont essentielles pour un bon conseil, mais tout le monde n'a pas le profil d'un architecte (4 étoiles) ;
 - Connaissances diverses nécessaires ;
 - Chaque municipalité à des ressources différentes.
- DISPERSION
 - De la connaissance par différents niveaux et domaines, dont l'encouragement d'une coopération accrue ;
 - Dans le processus de construction par divers entrepreneurs, experts et calendrier ;
 - La réglementation en matière de logement et d'énergie doit être relevée à un niveau supérieur ;
 - Mieux accordés de nombreux projets côte à côte, pour s'apprendre et le développer ; (3 étoiles)
- Stimuler la mise à l'échelle par la coopération des entrepreneurs locaux et des municipalités (2 étoiles)
- Les entrepreneurs ne s'intéressent qu'aux grands projets et non aux petits ;
- Les prix actuels de l'énergie restent bas, ce qui n'incite pas les constructeurs à rénover ou à remplacer les installations ;
- Utilisation d'une technologie Smart pour promouvoir l'efficacité afin de réduire les coûts et de gagner du temps.
- FINANCEMENT :
 - Les primes devraient être ajustées en tenant compte pour lesquelles le préfinancement est important ;
 - Des familles manquent les budgets ;
 - Rationaliser les primes pour les faire passer au niveau supérieur ;



- Beaucoup d'ambiguïtés pour le citoyen au sujet des primes.
- Le contrôle des travaux est essentiel, mais c'est une tâche supplémentaire ;
- INNOVATION : Les entrepreneurs ne sont pas assez innovants.
- en utilisant les connaissances et le réseau d'autres parties prenantes (banques, technologie, construction, industrie).
- MAITRE D'OUVRAGE:
 - Différents groupes cibles avec des connaissances et des motivations différentes
 - Manque de connaissances au début et à la fin des travaux de rénovation.

Table de discussion 6: Inciter aux rénovations énergétiques

a. Des questions complémentaires

- Quelles sont les obstacles ou les possibilités que vous voyez pour transformer des rénovations envers des rénovations énergétiques/en profondeur ?
- Quelles sont les barrières ou les opportunités permettant d'inciter aux rénovations énergétiques /en profondeur ?

b. Priorités

1. MAISON DE TRANSIT : Nécessité de fournir un logement temporaire pour la période des travaux ? (7 étoiles)
2. DÉMOLITION : La rénovation ou la démolition est une question essentielle, mais qui a les connaissances pour prendre la décision ? (6 étoiles)
3. INNOVATION : Les entrepreneurs ne sont pas assez innovants (5 étoiles).
4. INDUSTRIALISATION : Comment le prix peut-il baisser en raison de l'industrialisation ? (5 étoiles)
5. COORDONER : 1 maître d'œuvre est nécessaire (5 étoiles)
 - Grands ou petits entrepreneurs ? Un manque de capacité pour les rénovations résidentielles. (2 étoiles)
 - Rénovations comme un projet clef-sur-porte. (2 étoiles)
6. FINANCEMENT :
 - Les prêts énergétiques sont insuffisants ; (4 étoiles)
 - Ajuster le système de primes pour donner la possibilité de travailler à plus grande échelle ;
 - Systèmes de financement pour travaux de rénovation par étapes.
7. POLITIQUE PRÉVISIONNEL : Le tableau d'ensemble, la vision à long terme doivent être clairs et la politique s'y rapporter (cf. effet de la construction de la PEB) (2 étoiles).
8. DECLARATION DE CONFORMATION : Par analogie avec le certificat de conformité d'électricité, un certificat de bonne exécution des travaux de rénovation en profondeur (2 étoiles).
9. One Stop Shop: Informer et conseiller le citoyen par le biais des maisons de l'énergie/guichets d'énergie et le suivie (ontzorging) = ONE STOP SHOP (1 étoile)

